

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers cedex
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Colomiers, le 27 février 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

EVONEO (ex SETMI)
11 chemin de Perpignan
31000 Toulouse

Références : 2026/087
Code AIOT : 0006802412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement EVONEO (ex SETMI) implanté 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse.

Les grandes installations de combustion (de puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW) permettent de produire de la chaleur ou de l'électricité pour différents sites industriels, mais aussi pour les particuliers. Elles contribuent à l'émission de différentes substances polluantes dans l'atmosphère, telles que les oxydes d'azote (NOx), les oxyde de soufre (SOx) ou encore les poussières. Ces différentes substances polluantes peuvent avoir un effet sur la santé humaine et sur l'environnement en dégradant la qualité de l'air. Deux contentieux européens et un contentieux national sont en cours contre la France pour le non-respect de la directive sur la qualité d'air ambiant concernant des dépassements en NOx et en poussières.

Depuis le 30 janvier 2025, l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié intègre les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au BREF LCP dédié aux grandes installations de combustion. Cet arrêté permet de regrouper dans un seul texte les dispositions réglementaires européennes et nationales applicables à ces installations. L'objectif de l'action nationale est de contrôler une partie des meilleures techniques disponibles applicables à ces installations, dont :

- le type de combustible utilisé dans l'installation de combustion,
- les périodes hors fonctionnement normal,
- les rejets atmosphériques des appareils de combustion avec la vérification du respect des nouvelles fréquences de contrôle et de la prise en compte des nouveaux paramètres à surveiller,
- le respect des valeurs limites d'émission imposées issues des NEA-MTD¹ du BREF LCP,
- ainsi que le contrôle sur site des systèmes de traitement de fumées.

Les installations ciblées pour cette action nationale sont les grandes installations de combustion de puissance thermique

nominale totale supérieure ou égale à 50 MW qui sont soumises à l'arrêté ministériel du 30 janvier 2025² et pour lesquelles le BREF LCP est déjà applicable.

1 NEA-MTD signifie les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

2 Arrêté ministériel du 30 janvier 2025 modifiant l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 3110 de la nomenclature des ICPE

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVONEO (ex SETMI)
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société EVONEO exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société SUEZ), et pour le compte du syndicat mixte DECOSSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose depuis 1997 de 4 fours présentant à ce jour une capacité totale d'incinération autorisée de 330 000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers (53 000 tonnes par an). Une cheminée de secours permet de protéger les colonnes de lavage en évacuant la vapeur issue de soupapes de sécurité sur le réseau vapeur.

La chaleur produite par l'incinération des déchets est valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines. Il permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, de fournir directement en vapeur la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU et de produire de l'électricité (turbo-alternateur de 7,5 MW depuis 1997), réutilisée directement dans l'usine ou revendue à EDF. L'énergie fatale (vapeur non valorisable) est dissipée par des aérocondenseurs.

Un groupe électrogène assure le secours électrique des équipements de process.

Lorsque les lignes de production n'arrivent pas à fournir la puissance nécessaire au réseau de chauffage, deux chaudières sont mises en fonctionnement.

Le site relève de la rubrique IED 3110 (combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW) :

- 4 fours d'incinération (puissances respectives de 27MW, 27 MW, 27 MW et 37 MW)
- deux chaudières (23,3 MW et 46,5 MW)
- un groupe électrogène de puissance 1,6 MW

Soit une puissance totale de 189,4 MW.

L'arrêté ministériel applicable aux deux chaudières est l'arrêté ministériel du 3 août 2018, modifié par l'arrêté ministériel du 30 janvier 2025, relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 (dit AM LCP). Un prochain arrêté préfectoral complémentaire doit être l'opportunité d'actualiser la puissance totale à renseigner au titre de la rubrique 3110.

Sur l'applicabilité du BREF LCP (grande installation de combustion) : le BREF principal du site est le BREF incinération (WI), dont la parution des conclusions MTD est datée au 3 décembre 2019. Conformément à l'article 3.VII, 4ème alinéa de l'AM LCP, les prescriptions de cet arrêté sont applicables 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale. En conséquence, **les prescriptions de l'AM LCP sont applicables à compter du 3 décembre 2023**. Les fours d'incinération sont exclus des dispositions de cet arrêté ministériel.

Aussi, le BREF LCP s'applique ici aux deux chaudières puisque leurs puissances unitaires dépassent les 15 MW.

Seuls ces appareils ont fait l'objet des points de contrôle de cette inspection. A noter que la chaudière de 46 MW ne fonctionne pas depuis la dernière inspection périodique relative aux équipements sous pression.

Ces chaudières ne sont pas équipées de système de traitement des fumées.

Thèmes de l'inspection : AN26 BREF LCP | Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	OTNOC : plan de gestion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3	Mise en demeure, respect de prescription	4 Mois
3	OTNOC : phase de démarrage et d'arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	Demande d'action corrective	1 Mois
4	OTNOC : surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
5	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
6	Surveillance du SO2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I et III	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
8	Surveillance en poussières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I et III	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
10	Surveillance O2, T, P, vapeur d'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 et 36	Mise en demeure, respect de prescription	12 Mois
12	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 Mois
13	Expérimentation Water Horizon	Lettre du 25/02/2025, article -	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II	
7	Surveillance des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I et III	

9	Surveillance en CO	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I et III	
---	--------------------	---	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 14 points de contrôle qui ont fait l'objet de cette inspection, 10 non-conformités ont été révélées.

Les exigences de la réglementation spécifiques aux grandes installations de combustion n'ont pas été appréhendées par l'exploitant, au motif du faible nombre d'heures d'exploitation des chaudières.

Comme précisé dans le rapport, le nombre d'heures de fonctionnement des chaudières n'est pas un motif d'exemption aux obligations réglementaires associées aux grandes installations de combustion. D'ailleurs, la réglementation associée prévoit des dispositions spécifiques dans ces cas de figure (valeurs limites d'émissions et fréquences de surveillance adaptées).

A ce stade, force est de constater l'absence :

- d'établissement d'un plan de gestion des phases OTNOC des chaudières ;
- d'une surveillance des émissions atmosphériques en phase OTNOC des chaudières ;
- d'une surveillance périodique des émissions de SO₂ des chaudières ;
- d'une surveillance périodique des émissions de SO₂ des chaudières ;
- de démonstration du respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques des chaudières.

Au vu de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion (installations relevant de la directive IED), de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre l'exploitant en demeure de respecter l'ensemble de ses obligations réglementaires ayant fait l'objet de cette inspection.

Par ailleurs, des justificatifs sont attendus sur d'autres points de contrôle pour que l'exploitant puisse démontrer sa conformité.

S'agissant de la comparaison des VLE entre l'AM LCP et l'arrêté préfectoral d'autorisation, le tableau de synthèse suivant regroupe les données les plus contraignantes. Comme précisé en amont, ce tableau sera acté à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire (au vu du combustible employé, il n'apparaît plus pertinent de mesurer les polluants suivants : HAP, COV et NH₃).

paramètre	VLE*	surveillance
SO ₂	35	<i>semestrielle</i>
NO _x	100	<i>En continu</i>
poussières	5	<i>semestrielle</i>
CO	100	<i>En continu</i>
O ₂	-	<i>En continu</i>
T°, P, humidité	-	<i>trimestrielle</i>

* mg/Nm³ sur gaz secs à 3 % d'O₂

Par ailleurs, l'accident survenu début janvier 2026 (déversement de soude au réseau pluvial) a mis en avant des défaillances notamment concernant les rétentions. Des actions correctives sont attendues sous un mois, ainsi qu'un rapport d'accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II

Thème(s) : Actions nationales 2026 - Combustibles

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature. Pour les combustibles mentionnés à la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

II. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, dans le cadre du système de management environnemental mentionné à l'article 5-1, l'exploitant inclut les éléments suivants dans les programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles listés dans le tableau ci-dessous et dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :

- Caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ;
- Contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants ;
- Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Combustibles	Substances / paramètres à caractériser
Biomasse	PCI Humidité
	C, Cl, F, N, S, K, Na Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn)
Charbon / lignite	PCI Humidité Composés volatils, cendres, carbone lié, C, H, O, S
	Br, Cl, F
	Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)

Combustibles issus de l'industrie chimique (1)	Br, C, Cl, F, H, N, O, S Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)
Gaz sidérurgiques	PCI, CH ₄ (pour COG), C _x H _y (pour COG), CO ₂ , H ₂ , N ₂ , soufre total, poussières indice de Wobbe

(1) Il est possible de réduire la liste des substances/paramètres caractérisés aux seuls susceptibles, selon toute vraisemblance, d'être présents dans le(s) combustibles, au vu des informations sur les matières premières et les procédés de production.

Constats :

Pour le combustible employé dans les chaudières, seul le gaz naturel est autorisé via l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le groupe électrogène fonctionne avec du FOD (fioul domestique). Le gaz naturel et le FOD étant des combustibles normés, il n'est pas attendu de programme qualité associé.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 2 : OTNOC: plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3
Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ;- établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;- vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;- évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, le plan de gestion OTNOC a été demandé à l'exploitant. Ce dernier a précisé que, face au faible nombre d'heures et à une utilisation non programmée de cet équipement, il ne disposait pas de plan OTNOC.</p> <p>Les chaudières n'étant pas équipées de système de traitement de fumées, aucun élément n'est attendu sur la conception appropriée de ces systèmes jouant un rôle dans les OTNOC ou sur l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes.</p> <p>En l'absence de plan OTNOC, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer sa conformité sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la vérification et le relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire (aucune procédure en place de comptabilisation des durées et fréquences des OTNOC) ;• l'évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (aucune procédure associée). <p>Le nombre d'heures de fonctionnement des chaudières ne peut être un motif d'exemption aux obligations réglementaires associées aux grandes installations de combustion. Aucun élément en ce sens ne figure dans l'AM LCP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle.</p> <p>Un délai de 4 mois est proposé à cet effet.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 Mois


N° 3 : OTNOC: phase de démarrage et d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.
Constats : A date, l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas à jour puisqu'il ne détermine pas les périodes de démarrage et d'arrêt des deux chaudières. L'exploitant doit fournir, sur la base de l'article 7 de la décision d'exécution de la Commission Européenne <i>du 7 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles (détermination des périodes de démarrage et d'arrêt au moyen de seuils de charge dans le cas des installations de combustion qui produisent de la chaleur)</i> , les seuils de charge définissant ces périodes. Elles seront actées lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Il est rappelé à l'exploitant que ces seuils doivent être contrôlables lors d'une prochaine inspection. L'enjeu est d'importance puisqu'aucune valeur limite d'émission n'est opposable durant ces périodes. L'inspection des installations classées rappelle également que les émissions de polluants durant ces périodes sont à déclarer sur la plate-forme GERE. En salle de contrôle, par sondage, une courbe de montée en puissance de la chaudière de 23,3 MW a pu être regardée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé un délai de 1 mois pour que l'exploitant fournisse les seuils de charge de ses chaudières.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : OTNOC: surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1
Thème(s) : Actions nationales 2026 - OTNOC
Prescription contrôlée : Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.
Constats : En amont de l'inspection, les deux derniers rapports de contrôle par organisme agréé dans les rejets atmosphériques des chaudières, en période OTNOC, ont été demandés à l'exploitant. Ce dernier a précisé que, face au faible nombre d'heures et à une utilisation non programmée de cet équipement, il ne faisait pas réaliser de tels contrôles. Le nombre d'heure de fonctionnement des chaudières ne peut être un motif d'exemption aux obligations réglementaires associées aux grandes installations de combustion. Aucun élément en ce sens ne figure dans l'AM LCP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle. Un délai de 12 mois est proposé à cet effet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 Mois

N° 5 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2026 - VLE chaudières
Prescription contrôlée : L'article fixe, pour les chaudières, les VLE à respecter par polluant.
Constats : Sur la durée de fonctionnement des chaudières, sur les 5 dernières années, le seuil de 500 h n'a pas été atteint. L'exploitant déclare ne pas faire fonctionner ses chaudières au-delà de ce seuil. Aussi, sur la base de ce critère, les valeurs limites d'émission de l'AM LCP opposables aux chaudières du site sont les suivantes : SO₂ : 35 mg/Nm³ NO_x : 100 mg/Nm³ poussières : 5 mg/Nm³ CO : 100 mg/Nm³ L'exploitant transmettra son engagement à ne pas faire fonctionner ses chaudières plus de 500 h par an. En l'absence de contrôle par un organisme agréé, le respect de ces VLE n'a pas pu être constaté. Concernant l'autosurveillance réalisée par l'exploitant, l'AMS de location en place fournit des données brutes (sans correction de la température et de la pression, de l'humidité, du taux d'oxygène de référence). Sur site, la consultation des tableaux exploitant pour corriger ces valeurs a révélé des incohérences (mauvais taux d'oxygène de référence retenu par exemple). A ce stade, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la conformité des rejets atmosphériques de ses chaudières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra son engagement à ne pas faire fonctionner ses chaudières plus de 500 h par an. Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle. Un délai de 12 mois est proposé à cet effet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en SO₂ dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, après l'entrée en vigueur des délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel : Mesure semestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation - Installations de combustion utilisant exclusivement du fioul domestique ou du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduels : Mesure trimestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté. <p>Au lieu de la mesure trimestrielle prévue, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de combustion utilisant exclusivement de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites : Mesure trimestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté. Au lieu de la mesure trimestrielle prévue, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente - Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
<p>Constats :</p> <p>Les points de contrôle relatifs aux fréquences de surveillance des polluants émis et à leurs valeurs limites d'émission ont pour objet de déterminer les éléments opposables aux chaudières et de les comparer aux éléments actés par arrêté préfectoral d'autorisation (arrêté du 28 décembre 2004).</p> <p>Par appareil de combustion, pour identifier la valeur limite d'émission opposable de l'arrêté ministériel LCP, il est nécessaire de connaître le type d'appareil de combustion, la puissance de l'appareil, sa date de mise en service, le combustible utilisé, le type de système de traitement de fumées (éventuellement) et la durée de fonctionnement annuel.</p> <p>Un tableau de synthèse regroupera les valeurs ou fréquences de surveillance les plus contraignantes et servira de repère pour l'exploitant. Il sera acté à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Aucune fréquence de surveillance pour le SO₂ n'est indiquée dans l'arrêté préfectoral sus-visé.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas d'estimation journalière des rejets, ni de mesure semestrielle dans les rejets de ses chaudières.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle.

Un délai de 12 mois est proposé à cet effet.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription


Proposition de délais : 12 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La concentration en NOX dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOX dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures par an : Mesure trimestrielle - Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT mises en service avant le 17 août 2017 : Après accord du préfet : Surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement - Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation impose une mesure en continu sur les NO_x. C'est la fréquence de surveillance la plus contraignante qui s'impose.</p> <p>Sur ce point, l'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un système de mesures automatisées (AMS) en location. Ce point a été vérifié lors de l'inspection terrain.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Surveillance en poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
Prescription contrôlée : I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article. III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques : - Appareils de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel : Mesure semestrielle - Appareils utilisant comme combustible des gaz sidérurgiques, s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables : S'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, la fréquence minimale de surveillance est semestrielle. - Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
Constats : Aucune fréquence de surveillance n'est indiquée dans l'arrêté préfectoral sus-visé. L'exploitant ne réalise pas de mesure semestrielle de poussières dans les rejets de ses chaudières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle. Un délai de 12 mois est proposé à cet effet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 Mois


N° 9 : Surveillance en CO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
Prescription contrôlée : <p>I. - La concentration en CO dans les gaz résiduaires est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.</p> <p>III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT mises en service avant le 17 août 2017 - Après accord du préfet : surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement- Appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW : Mesure semestrielle
Constats : <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation impose une mesure en continu en CO. L'AMS en location permet de mesurer en continu le CO.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Surveillance O2, T, P, vapeur d'eau


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu.</p> <p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.</p> <p>II. - La mesure en continu n'est pas exigée :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les chaudières d'une puissance inférieure à 100 MW autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne disposent pas d'un dispositif de traitement des fumées. Dans ce cas, une mesure trimestrielle est néanmoins exigée ;- pour les turbines et moteurs d'une puissance inférieure à 100 MW : après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, une mesure annuelle est effectuée. <p>III. - Les dispositions du présent point s'appliquent aux chaudières, turbines et moteurs dont la puissance thermique est supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :</p> <p>L'exploitant détermine périodiquement le débit des fumées ou le mesure en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation impose une mesure en continu en O₂, il ne précise rien concernant la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels. L'AMS en location permet de mesurer en continu l'humidité et le taux d'oxygène (O₂).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour justifier de la mesure en continu des autres paramètres par l'AMS en location, l'exploitant transmettra le certificat d'assurance qualité QAL1. Il précisera également à quelle fréquence le débit des fumées est déterminé. Un délai de 1 mois est proposé à cet effet.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 11 : Mesures périodiques


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 et 36
Thème(s) : Actions nationales 2026 - Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 32 : Dispositions relatives aux mesures périodiques</p> <p>I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.</p> <p>III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article 7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Article 36 : Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure périodique</p> <p>Dans le cas des mesures périodiques mentionnés à l'article 32 du présent arrêté, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.</p> <p>Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, les deux derniers rapports de contrôle par organisme agréé des rejets atmosphériques des chaudières ont été demandés à l'exploitant. Ce dernier a précisé que, face au faible nombre d'heures et à une utilisation non programmée de cet équipement, il ne faisait pas réaliser de tels contrôles.</p> <p>A noter que l'arrêté préfectoral de 2004 impose aussi un contrôle annuel par organisme agréé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu du contexte de l'action nationale, de l'enjeu associé aux grandes installations de combustion, de la localisation du site en zone de plan de protection de l'atmosphère, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point de contrôle.</p> <p>Un délai de 12 mois est proposé à cet effet.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 Mois

N° 12 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement [soumis à autorisation] du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident. <p>NB : pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil est fixé à 0 (cela concerne les paramètres : poussières totales, NO_x, SO_x, N₂O, CO₂, et CH₄)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges en salle, il apparaît que l'exploitant compte remplir sa déclaration des émissions polluantes (NO_x) en se basant sur les données de son autosurveillance.</p> <p>Comme précisé ci-dessus, la correction des données brutes n'est pas exacte à ce stade (mauvais taux d'oxygène de référence par exemple). Par ailleurs, l'AMS en place ne permet pas de mesurer les autres polluants requis pour la déclaration GERE.</p> <p>Aussi, l'exploitant est invité à déclarer les émissions de ces autres polluants (SO_x, N₂O, CO₂, et CH₄) en utilisant la méthode par facteurs d'émission.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un délai de 1 mois est proposé pour que l'exploitant intègre ces éléments dans la déclaration des émissions de ses chaudières pour l'année 2025.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 13 : Expérimentation Water Horizon

Référence réglementaire : Lettre du 25/02/2025, article -
Thème(s) : Risques accidentels - Expérimentation Water Horizon
Prescription contrôlée : Respect des engagements du porter-à-connaissance de février 2025 concernant l'intégration de l'unité de valorisation de la chaleur fatale, réalisée par la start-up Water Horizon, notamment concernant la rétention et les émissions sonores associées.
Constats : Par courriel du 09/01/2026, l'exploitant a informé l'inspection d'un déversement d'un produit sodique venant des installations de Water Horizon, survenu du 07/01/2026 après-midi au 08/01/2026 matin. Environ 400 L d'un mélange eau / soude ont été relâchés et se sont dirigés vers un avaloir d'eau pluviale. Un dépassement de pH a été constaté par l'exploitant le 08/01/2026. Comme c'est exigé depuis le 1 ^{er} janvier 2026, une télédéclaration de cet événement a été faite par l'exploitant le 05/02/2026. Les circonstances du déversement ont été expliquées le jour de l'inspection. La rétention souple sous citerne était percée et le déversement de produit au niveau d'une bride n'a pu être retenu. La chute d'un outil tranchant serait la cause de la dégradation de la rétention souple. Le jour de l'inspection, la rétention n'est pas fuyarde (eau de pluie présente) mais n'est pas vide. De plus, une partie de la citerne dépasse horizontalement la surface de la rétention souple.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- justifier du dimensionnement des bâches de rétention au niveau des activités de WATER HORIZON, en prenant en compte la topographie de la zone, dans la mesure où il s'agit de rétentions souples ;- maintenir vides les rétentions ;- conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, déposer un rapport d'accident. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois